



Follow-up to the observations or recommendations

in the discharge resolution of the European Parliament of 27 April 2017 pertaining to 2015

**Suivi des observations ou recommandations de la résolution de décharge du
Parlement européen du 27 avril 2017 relative à l'exercice 2015**

Foreword

As every year, a specific chapter (chapter V) is dedicated in the Annual Activity Report (AAR) of the Court to the follow up of observations expressed by the Court of Auditors and the Discharge Authority. The 2016 AAR was no exception (see extract of this chapter in Annex).

This document aims to give useful updated information and explain the new measures implemented in response to the following specific points/paragraphs of the 2015 discharge resolution.

4. Notes that the estimated revenue of the Court of Justice for the financial year 2015 was EUR 44 856 000; asks the Court of Justice to explain why the established entitlements in the financial year 2015 are EUR 49 510 442, which is 10, 4 % higher than estimated ;

4. Constate que les prévisions des recettes de la Cour de justice pour l'exercice 2015 s'élevaient à 44 856 000 EUR; invite la Cour à expliquer pourquoi les droits constatés de l'exercice 2015 sont de 49 510 442 EUR, c'est-à-dire supérieurs de 10,4 % aux prévisions;

L'écart de 4,65 millions d'euros s'explique pour sa plus grande partie (3,6 millions d'euros) par le fait qu'aucun montant n'a été budgétisé initialement dans la ligne budgétaire 4110 « Transferts ou rachats de droits à pension pour le personnel », compte tenu de l'incertitude concernant les montants annuellement transférés par les caisses de pension. Il s'avère que les montants transférés sont très variables d'une année sur l'autre. Pendant l'année 2015, les droits constatés à ce titre ont été finalement d'un montant assez conséquent (2,74 millions d'euros). De la même manière, au titre 5 « Recettes provenant du fonctionnement administratif de l'institution », aucun montant n'a été budgétisé compte tenu de la difficulté d'estimation préalable de ces recettes et, cependant, les droits finalement constatés sur ce titre budgétaire se sont élevés à 0,88 million d'euros.

6. Notes that the Court of Justice's budget is mostly administrative, with around 75 % being used for expenditure concerning persons working within the Court of Justice and the remaining amount relating to buildings, furniture, equipment and special functions carried out by it; stresses, however, that introducing performance-based budgeting should not apply only to the Court of Justice's budget as a whole but should include the setting of specific, measurable, attainable, realistic and time-based (SMART) targets to individual departments, units and staffs' annual plans; in this respect, calls on the Court of Justice to introduce the principle of performance-based budgeting more widely in its daily operations;

6. Prend acte du fait que le budget de la Cour de justice est essentiellement administratif, plus de 75 % de ce budget étant consacré aux dépenses liées aux personnes travaillant à la Cour de justice tandis que le reste est affecté aux immeubles, au mobilier, aux équipements et aux missions spécifiques menées par celle-ci; insiste cependant sur le fait que l'on ne saurait se contenter d'appliquer la budgétisation axée sur les performances au budget de la Cour de justice dans son ensemble mais qu'elle devrait comprendre la définition d'objectifs spécifiés, mesurables, acceptables, réalistes et situés dans le temps (SMART) pour chaque service et chaque unité, ainsi que pour les plans annuels des effectifs; invite, à cet égard, la Cour de justice à appliquer de façon plus soutenue le concept de budgétisation axée sur les performances à ses activités quotidiennes;

La Cour de justice de l'Union européenne (ci-après la « Cour ») est bien consciente de la nécessité d'appliquer des critères de performance à tous les niveaux de l'organisation. Pour renforcer le suivi du bon fonctionnement de ses services, ceux-ci sont désormais appelés à établir des objectifs spécifiés mesurables, acceptables, réalistes et situés dans les temps (SMART) dans leurs domaines d'activité respectifs sur une base annuelle et à fixer des indicateurs pertinents pour l'élaboration de l'état prévisionnel de l'Institution.

8. Notes that the Court of Justice completed 616 cases in 2015, which represents a decrease compared to 2014 (719 cases were completed in 2014), and had 713 new cases brought before it (compared to 622 in 2014);

8. Constate que la Cour de justice a clôturé 616 affaires en 2015, soit moins qu'en 2014 (719 en 2014) et qu'elle a été saisie de 713 nouvelles affaires (contre 622 en 2014);

Comme indiqué dans le rapport annuel portant sur l'activité judiciaire en 2015, les statistiques judiciaires de la Cour de justice pour l'année 2015 font apparaître, de manière globale, le maintien d'une productivité et d'une efficacité soutenue, mais surtout une tendance continue à l'augmentation du volume du contentieux. L'exercice sous revue se caractérise par l'enregistrement du chiffre le plus élevé dans l'histoire de la juridiction en matière d'affaires nouvellement introduites en raison, notamment, de l'augmentation conjuguée de la hausse significative du nombre de pourvois (près du double du chiffre de 2014) et du nombre très élevé des demandes de décision préjudicelle soumise à la Cour de justice (436, soit le deuxième chiffre le plus élevé après celui de 2013), même si le nombre de recours directs est en baisse sensible, confirmant ainsi une tendance lourde à la baisse observée depuis plusieurs années. Par ailleurs, trois demandes d'avis ont été introduites en 2015.

La Cour de justice a clôturé 616 affaires, ce qui représente certes une diminution globale par rapport à 2014 qui est pour partie imputable au nombre moins élevé des affaires introduites en 2014 et partant en état d'être jugées au cours de l'année écoulée. Le nombre d'affaires pendantes à la fin de l'exercice correspond exactement à la situation au 31 décembre 2013 et, à deux unités près, au 31 décembre 2012. S'agissant de la durée des procédures, les données statistiques sont très positives : la durée moyenne de traitement s'établit à 15,3 mois (15 mois pour les affaires préjudicielles et 17,6 mois pour les recours directs), soit très proche du record de 2014 (contre 24,3 mois durant la période 2011-2014). La durée moyenne de traitement des pourvois s'établit en

2015 à 14 mois, ce qui constitue la moyenne la plus basse des dernières années. Ces résultats sont le fruit de la veille constante exercée par la juridiction sur sa charge de travail, qui s'est traduite notamment par les réformes de ses méthodes de travail entreprises ces dernières années et le recours à différents instruments procéduraux dont elle dispose pour accélérer le traitement des affaires (procédure préjudiciable d'urgence, procédure accélérée, jugement par priorité, procédure simplifiée, possibilité de statuer sans conclusion de l'avocat général).

13. Notes that 2015 was the year of adoption of the judicial architectural reform of the Court of Justice, which was accompanied by the development of new rules of procedure for the General Court; understands that, by virtue of the number of judges of the General Court being doubled in a three-stage process extending until 2019, that reform will enable the Court of Justice to continue to deal with the increase in the number of cases; looks forward to analysing the achievements of that reform in the Court of Justice's capacity to deal with cases within a reasonable period and in compliance with the requirements of a fair hearing;

13. Constate que 2015 a vu l'adoption de la réforme de l'architecture juridictionnelle, qui s'est accompagnée de l'élaboration d'un nouveau règlement de procédure pour le Tribunal; comprend que, grâce à un doublement du nombre des juges du Tribunal par un processus en trois étapes s'étendant jusqu'en 2019, cette réforme permettra à la Cour de justice de continuer à faire face à l'augmentation du contentieux; entend analyser les résultats de cette réforme dans le cadre de la capacité de la Cour de justice à traiter les affaires dans un délai raisonnable et dans le respect des exigences d'un procès équitable;

Pour mémoire, la mise en œuvre des trois étapes de la réforme de l'architecture juridictionnelle, qui devrait s'achever en 2019, est précisément encadrée par le législateur de telle sorte que la Cour rende compte à échéances régulières de son évaluation. Il est important de souligner que les premiers effets de la réforme ne peuvent être mis en perspective qu'à compter de l'année 2016, étant précisé que les premiers juges ne sont entrés en fonction qu'à partir de mars 2016.

– Ainsi, le règlement (UE, Euratom) 2015/2422 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015, modifiant le protocole n° 3 sur le statut de la Cour de justice de l'Union européenne, rappelle que, « conformément à ce qu'elle a déjà annoncé, la Cour de justice de l'Union européenne, dans le cadre du suivi de la réforme du Tribunal, présentera des chiffres annuels relatifs à son activité judiciaire et, si nécessaire, proposera des mesures appropriées. » (Considérant 13). La nouvelle présentation du rapport annuel de l'Institution, mise en œuvre en 2016, permettra de faire ce point régulier sur les statistiques des deux juridictions et sur les conséquences de la réforme. Il est également prévu qu' « au cours des deuxième et troisième phases de l'élargissement du Tribunal, il sera procédé à une évaluation de la situation du Tribunal qui, si nécessaire, pourrait entraîner certains ajustements, notamment en termes de dépenses administratives de la Cour. »

– L'article 3, paragraphe 1, du même règlement, demande à la Cour de soumettre, en faisant appel à des conseillers extérieurs, au plus tard le 26 décembre 2020, un rapport sur le fonctionnement du Tribunal au Parlement européen, au Conseil et à la Commission. Il est prévu que ce rapport se focalise, en particulier, sur l'efficience du Tribunal, sur la nécessité et l'efficacité de l'augmentation à 56 juges, sur l'utilisation et l'efficacité des ressources, ainsi que sur la poursuite de la création de chambres spécialisées et/ou de la mise en place d'autres changements structurels. Le cas échéant, la Cour formulera des demandes d'actes législatifs pour modifier son statut en conséquence.

– L'article 3, paragraphe 2, du même règlement demande à la Cour de présenter, au plus tard le 26 décembre 2017, au Parlement européen, au Conseil et à la Commission, un rapport sur les changements possibles dans la répartition des compétences en matière de renvoi préjudiciel en vertu de l'article 267 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, accompagné, le cas échéant, d'une demande d'actes législatifs.

15. Notes the upcoming recast of the Code of Conduct for Members where the conditions for carrying out external activities and the publication of their financial interests will be clarified; calls for a greater level of transparency on the external activities of each judge; requests that the Court of Justice provide information regarding other posts and paid external activities of the judges on its website and its annual activity reports;

15. Prend acte de la refonte à venir du code de conduite des membres, qui définira clairement les conditions d'exercice d'activités extérieures à la Cour de justice et la publication des intérêts financiers des membres; plaide en faveur d'un niveau plus élevé de transparence concernant les activités extérieures de chaque juge; demande que la Cour de justice fournisse des informations concernant les autres postes et les activités extérieures rémunérées des juges sur son site internet et dans ses rapports annuels d'activité;

Par décisions des 13 et 14 décembre 2016, la Réunion générale de la Cour de justice et la Conférence plénière du Tribunal ont adopté un nouveau code de conduite des Membres et anciens Membres de la Cour de justice de l'Union européenne qui a été publié au Journal officiel C 483 du 23 décembre 2016 et qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

L'article 8 de ce code stipule les conditions dans lesquelles les Membres peuvent être autorisés à exercer des activités extérieures et précise que les activités des Membres, qui ont été autorisées par la juridiction dont ils relèvent, sont publiées sur le site internet de l'Institution après que l'activité ait eu lieu.

En conséquence, il est prévu que, pour ce qui concerne l'année 2017, l'ensemble des activités extérieures des Membres de la Cour de justice et du Tribunal seront publiées sur le site Curia en janvier 2018.

16. Notes that out of the commitments of missions of EUR 295 500 only EUR 41 209 were used; points out that this under-investment could be avoided; requests the Court of Justice to improve its budgeting and accountability in regard to the mission budget and emphasises the need for the principle of missions to be cost-effective;

16. Constate que sur les 295 500 EUR d'engagements affectés aux missions, seuls 41 209 EUR ont été utilisés; souligne que ce sous-investissement pourrait être évité; demande à la Cour de justice qu'elle améliore sa budgétisation et sa responsabilité en ce qui concerne le budget des missions et insiste sur le principe selon lequel les missions doivent être économiquement efficientes;

The total amount reimbursed for Members' missions carried out in 2015 was 155 264 EUR and not 41 209 EUR (this amount corresponds only to the amount paid until 31st December 2015).

It is important to emphasize that this expenditure is by its nature difficult to estimate in advance and that both the amount reimbursed per Member and the amount over-budgeted per Member remain relatively low.

In any case, the Court will examine the possibility of reducing the amount allocated to the corresponding budgetary item while preparing the estimates for the 2019 budget.

17. Considers that the Court of Justice should make available a general overview of the participants and the contents of its meetings with external parties other than the ones related to its judicial activity;

17. Estime que la Cour de justice devrait publier une vue d'ensemble des participants et du contenu de ses réunions avec des parties extérieures autres que celles consacrées à son activité judiciaire ;

18. Asks the Court of Justice to provide the discharge authority with a list of meetings with lobbyists, professional associations and civil society by June 2017; asks the Court of Justice to present the minutes of those meetings by June 2017;

18. Demande à la Cour de justice qu'elle fournisse à l'autorité de décharge une liste des réunions organisées avec les représentants d'intérêt, les associations professionnelles et la société civile d'ici au mois de juin 2017; demande à la Cour de justice de présenter les procès-verbaux de ces réunions d'ici au mois de juin 2017;

Réponse transmise au PE en juin.

19. Notes with satisfaction the improvements made in the e-Curia application and the fact that all Member States used it in 2015; considers that alongside the dematerialisation of documents, data security should be improved;

19. Constate avec satisfaction les améliorations apportées à l'application e-Curia et le fait que tous les États membres y ont eu recours en 2015; estime que la dématérialisation des documents devrait s'accompagner d'une amélioration de la sécurité des données;

In 2015 a vulnerability assessment was performed. The assessment was conducted to determine whether a remote attacker could exploit known vulnerabilities. This vulnerability assessment could not identify significant security issues. In the spirit of continuous security monitoring, the next software releases include as well such assessments.

22. Notes the high proportion of posts occupied (98 %) despite the high staff turnover rate in the Court of Justice and supports its active recruitment policy; calls on the Court of Justice to set up rules on revolving doors;

22. Prend acte de la proportion élevée de postes pourvus (98 %) en dépit du fort taux de rotation du personnel à la Cour de justice, et encourage sa politique active de recrutement; l'invite à établir des règles concernant le «pantoufage»;

The Court's administration considers that the rules set out in the Staff Regulations limiting professional activity after service can be applied directly, without the need for implementing provisions. However, in view of the Parliament's request, the Court will prepare such implementing rules in 2018.

24. Welcomes the initiative of the Court of Justice to improve the gender balance in management posts and the fact that the gender balance in middle and senior management posts reached a level of 35 % to 65 % in 2015; believes, nevertheless, that there is further room for improvement in this area in the institution; notes, furthermore, that Parliament and the Council have stated that it is their objective to ensure an equal representation of women and men when appointing new judges to the General Court¹;

24. Se félicite de l'initiative prise par la Cour de justice d'améliorer l'équilibre entre les hommes et les femmes à des postes d'encadrement et salue le fait que l'équilibre hommes-femmes à des postes d'encadrement intermédiaire ou supérieur a atteint une proportion de 35 % de femmes pour 65 % d'hommes en 2015; estime toutefois qu'il reste encore des progrès à faire dans ce domaine au sein de l'institution; relève également que le Parlement et le Conseil se sont fixés l'objectif d'assurer la parité entre les hommes et les femmes lors de la nomination de nouveaux juges au Tribunal ;

The Court shares the objective of continually improving gender balance in management posts and, following an in-depth study by a working group set up to study this question, is currently preparing to implement a series of wide-ranging, concrete measures designed to encourage more female administrators to apply for management posts.

These measures include: enhancing the attractiveness of management-level posts, offering training and support for potential candidates and recently appointed heads of service and making it easier to balance professional and private life.

25. Emphasises that geographical balance, namely the relationship between staff nationality and the size of Member States, must remain an important element of resources management, particularly with respect to the Member States that acceded to the Union in 2004 or thereafter;

25. Souligne que l'équilibre géographique, à savoir le rapport entre la nationalité des membres du personnel et la taille des États membres, doit demeurer un élément important de la gestion des ressources, notamment en ce qui concerne les États membres ayant adhéré à l'Union en 2004 ou par la suite;

26. Welcomes the fact that the Court of Justice has reached a more balanced composition of officials from the Member States which joined the Union before 2004 and from the Member States which acceded to it in 2004 or thereafter; is deeply concerned, however, at the considerable geographic imbalance in middle and senior management level, to the disadvantage of the Member States which acceded to the Union in 2004 or thereafter; calls on the Court of Justice to endeavour to correct that situation and to report to Parliament on the improvements achieved in that regard;

26. Se félicite du fait que la Cour de justice soit parvenue à une composition plus équilibrée de fonctionnaires des États membres qui ont rejoint l'Union avant 2004 et d'États membres qui y ont adhéré en 2004 ou par la suite; fait néanmoins part de son inquiétude quant au déséquilibre géographique flagrant pour ce qui est des postes d'encadrement intermédiaire et supérieur et ce, au détriment des États membres ayant adhéré à l'Union européenne en 2004 ou par la suite;

¹ See Annex to Parliament's legislative resolution of 28 October 2015 – Joint statement by the European Parliament and the Council – Texts adopted, P8_TA(2015)0377.

invite la Cour de justice à s'efforcer de remédier à cette situation et à présenter un rapport au Parlement sur les progrès accomplis dans ce domaine;

The Court recalls that, in accordance with Articles 7(1) and 27 of the Staff Regulations, appointments to posts must be made in the sole interest of the service without regard to nationality.

The Court is also sensitive to the need to ensure a broad geographical balance in managerial posts and will take account of this when assessing equally qualified candidates.

The Court can inform the Parliament that, at present, thirteen of its 57 heads of unit (22.8 %) and two of its twelve directors (16.66 %) are from Members States which joined the Union in or after 2004. Taking into account that the Member States which acceded to the Union in 2014 or thereafter represent 20.5% of the whole EU population and 29% of the Court's staff, it can be seen that a broad geographical balance is establishing itself at these levels.

27. Regrets the fact that the Court of Justice's internal whistleblowing rules were adopted only in the beginning of 2016; recommends that the Court of Justice disseminate those rules among its staff so that all employees are aware of them; asks the Court of Justice to provide, by June 2017, details of the whistleblower cases in 2015, if any, and of how they were handled and finalized;

27. Regrette que la Cour de justice n'ait adopté des règles internes sur les lanceurs d'alerte qu'au début de l'année 2016; recommande à la Cour de justice de diffuser ces règles à son personnel afin que tous les employés en aient connaissance; demande à la Cour de justice de fournir, d'ici au mois de juin 2017, des renseignements détaillés sur les affaires relatives aux lanceurs d'alerte introduites, le cas échéant, en 2015 et sur la façon dont ces affaires ont été traitées et réglées;

Réponse transmise au PE en juin.

28. Urges the Court of Justice to enact the submission of declarations of interests, instead of declarations of the absence of conflicts of interests, as self-evaluation of conflicts of interests is, in itself, a conflict of interests; considers that the evaluation of a situation of conflicts of interests must be done by an independent party; asks the Court of Justice to report by June 2017 on the changes introduced and to indicate who is checking the situations of conflicts of interests; reiterates that transparency is a key element to the public trust; calls on the Court of Justice to establish clear rules regarding "revolving doors" and to put in place measures and dissuasive penalties, such as the reduction of pensions or the prohibition to work at least three years in similar bodies, to prevent "revolving doors";

28. Demande instamment à la Cour de justice d'envisager la présentation de déclarations d'intérêts plutôt que de déclarations d'absence de conflits d'intérêts, car l'auto-évaluation des conflits d'intérêts est, en soi, un conflit d'intérêts; estime que l'appréciation d'une situation de conflit d'intérêts doit être faite par une partie indépendante; demande à la Cour de justice de rendre compte des changements introduits d'ici au mois de juin 2017 et d'indiquer qui est chargé de contrôler les situations de conflit d'intérêts; rappelle que la transparence est un élément fondamental pour la confiance de la population; invite la Cour à définir des règles claires en matière de «pantouflage» et à mettre en place des mesures et des sanctions dissuasives, telles que la réduction des pensions ou l'interdiction de travailler dans des instances similaires pendant au moins trois ans, afin de lutter contre le «pantouflage»;

Réponse partielle transmise au PE en juin.

Voir réponse à la question 22.

29. Notes the cooperation of the Court of Justice with the Commission and Parliament's interpretation services within the Interinstitutional Committee for Translation and Interpretation, particularly in the area of interpretation; expects that that cooperation will be extended to the translation area and supports it, where possible and without undermining the Court of Justice's responsibilities;

29. Prend acte de la coopération entre les services d'interprétation de la Cour de justice, du Parlement et de la Commission au sein du Comité interinstitutionnel de la traduction et de l'interprétation, en particulier en ce qui concerne l'interprétation; forme le vœu que la coopération soit étendue à la traduction et encourage cette initiative autant que possible et dès lors que les responsabilités de la Cour de justice n'en souffrent pas;

The Court is traditionally committed to efficient interinstitutional cooperation in the field of translation and interpretation. The Court has been active in the Interinstitutional Committee for Translation and Interpretation and its Executive Committee for Translation, which serves as a platform for cooperation on interinstitutional projects related to language services. Certain areas of these activities relate to cooperation in terminology, fostering quality management of translation memories, integration of mainstream outsourcing and developing communication solutions for interinstitutional workflows. The Court also participates in numerous fields of cooperation namely through various working groups set up by the Executive Committee for Translation (ECT), for example, the Computer Assisted Translation Environment, the Language Technology Watch, the User Group for Machine Translation, the Permanent Advisory Group on Finances and the Advisory network on outsourcing translations. The Court has participated in joint organization and financing of the interinstitutional tools and databases (interinstitutional terminological database "IATE", interinstitutional translation memory "Euramis", interinstitutional terminological metasearch tool "QUEST II", tool for search of the reference documentation "DocFinder", automatic translation service of the Commission "MT@EC"). The Court will participate also in development of the interinstitutional translation memory "Euramis Next Generation" in 2018. The Court's terminological collections of the Immigration and Family law (collection of the Criminal law will be completed soon too) have been transferred into IATE interinstitutional database for the common benefit. To complement dissemination of this work, updated information on reference sites, such as the Eurterm interinstitutional portal, e-justice portal and the site of Jiamcatt has been regularly published. In 2017 the Court organizes the ECT Middle Management Event dedicated to terminology management as an investment in high-quality multilingualism. The Documentation section of the Terminological Projects and Coordination Unit of the Court also carried out a number of documentary researches in order to answer requests from other institutions in the framework of interinstitutional cooperation, in particular to avoid double translations. In addition, staff has been temporarily exchanged with other translation and/or legal services of other institutions in order to share knowledge. In particular several lawyer-linguists of the Court enlarged their professional skillset in the context of an interinstitutional staff exchange project in cooperation with the European Central Bank. The Court strives to pursue this policy of active participation in the field also in the future.

The cooperation of the Court with the other institutions in the field of externalisation concerns procedures and sound management. It is not possible however for the Court to participate in common procedures, as its procedures are directed only towards legal translation, involving selection criteria that require this specific competence.

Overall, the Court believes interinstitutional cooperation is intense and fruitful not only in the field of interpretation, but also in that of translation. It is an ongoing process and the Court is committed to continue and intensify interinstitutional cooperation as much as possible.

30. Calls on the Court of Justice to provide Parliament with the costs of translation according to the harmonised methodology agreed within the Interinstitutional Working Group on key interinstitutional activity and performance indicators;

30. Invite la Cour de justice à fournir au Parlement les coûts de traduction, conformément à la méthodologie convenue au sein du groupe de travail interinstitutionnel sur les indicateurs interinstitutionnels clés d'activité et de performance;

After successful termination of the transitional phase as an observer of the KIAPI Working Group since its creation, the Court requested to become a full member of the Group in spring 2017. The Court, together with Group's members, participated in establishing its functional and methodological basis. The institutional design of the Court and legal provisions required complementary efforts and reflections to accommodate its integration into common structure. In particular, the translation service of the Court due to institution's specific judicial role and obligations imposed by the Rules of Procedure employs only lawyers-linguists (Article 42 of the Rules of Procedure of the Court of Justice foresees that it shall set up a language service staffed by experts with adequate legal training and a thorough knowledge of several official languages of the European Union), not translators as other institutions do. Lawyer linguists possess specific legal skills and expertise in national and comparative law, which enables them to carry out more than translation work – they contribute to the legal and terminological analysis of the case, summarise requests for preliminary rulings, perform legal research and collaborate with other colleagues and legal counsellors of the Members of the Court on the questions of EU and national law. This cooperation, deeply ingrained into institutional culture of the Court, contributes significantly to the overall quality of the Court's functions. Fruitful reflection with the group's Chair permitted taking into account this institutional reality.

Finally, for information, the cost per translated page in 2015 and 2016 at the Court was as follows:

2015 (EUR)			2016 (EUR)		
Coûts totaux fonctionnaires AD	85.828.395,54	61,38%	Coûts totaux fonctionnaires AD	89.198.762,19	61,56%
Coûts totaux fonctionnaires AST	15.198.528,66	10,87%	Coûts totaux fonctionnaires AST	15.675.806,06	10,82%
Coûts personnels non-statutaires	2.138.107,26	1,53%	Coûts personnels non-statutaires	2.124.223,07	1,47%
Coûts Freelances	9.519.195,00	6,81%	Coûts Freelances	10.968.669,00	7,57%
Coûts non liés au personnel	27.137.551,71	19,41%	Coûts non liés au personnel	26.929.725,48	18,59%
Total	139.821.778,17		Total	144.897.185,80	
Divisé par 1.069.337 pages produites	130,76 €/page		Divisé par 1.114.524 pages produites	130,01 €/page	

32. Supports the review of expenditure and of the conditions for use of official cars jointly conducted by the internal audit services of the Court of Justice and of the Court of Auditors; calls on the Court of Justice to consider, within the frame of that review, the possibility of reducing the number of official cars at the disposal of its members and staff; calls on the Court of Justice, moreover, to improve its checks against the use of official cars for private purposes;

32. Encourage la révision des dépenses et des conditions d'utilisation des voitures officielles menée par les services d'audit interne de la Cour de justice et de la Cour des comptes; invite la Cour de justice, dans le cadre de cette révision, à étudier la possibilité de réduire le nombre de voitures officielles mises à la disposition de ses juges et de son personnel; invite, en outre, la Cour de justice à améliorer ses contrôles en matière d'utilisation des voitures officielles à des fins privées;

Le 25 avril 2016, le Comité administratif de la Cour a adopté un nouveau cadre réglementaire à l'issue d'un examen conjoint mené avec la Cour des comptes et destiné à rechercher les possibilités de réduire le coût d'utilisation du parc automobiles mis à la disposition des deux institutions.

Basée sur des principes d'économies, de simplification et d'amélioration de la gestion, la nouvelle réglementation prévoit :

- l'allongement de la durée de location des véhicules à 60 mois permettant une économie annuelle de 215 000 euros grâce à une réduction de 15 % du loyer mensuel ;
- l'élargissement du choix proposé à des modèles dits écologiques ;
- la réduction de 15 000 à 10 000 kilomètres du forfait annuel correspondant à l'évaluation des autres déplacements que ceux couverts par un ordre de mission ou qui sont liés à l'exercice des fonctions (aux alentours de 22 000 euros d'économie par an). Il est rappelé que l'ensemble des frais est entièrement supporté par l'utilisateur dès le 1^{er} kilomètre réalisé pour un usage non professionnel et que les systèmes de contrôle mis en place permettent l'imputation directe de ces frais aux Membres.

33. Welcomes the commitment of the Court of Justice to ambitious environmental targets; encourages the institution to apply the principles of green public procurement and calls for the establishment of rules and a sufficient budget for carbon offsetting;

33. Se félicite de l'engagement pris par la Cour de justice, qui s'est fixé des objectifs ambitieux en matière d'environnement; encourage l'institution à appliquer les principes de passation de marchés publics écologiques et appelle de ses vœux l'établissement de règles et l'allocation de ressources suffisantes pour compenser les émissions de carbone;

Promouvoir l'intégration de considérations environnementales dans les procédures de marchés est l'un des objectifs d'amélioration environnementale inclus dans le programme EMAS de la Cour depuis 2016⁽²⁾.

Afin d'aider les services ordonnateurs à atteindre cet objectif, la cellule « Marchés » centralisée de la Cour a établi et diffusé une note, concernant l'intégration de considérations environnementales dans les marchés publics passés par les institutions de l'UE. Cette note permet d'éclaircir les possibilités offertes aux services en ce qui concerne l'intégration de considérations environnementales dans le cadre de leurs appels d'offres et renvoie vers le GPP toolkit de la Commission.

⁽²⁾ La politique environnementale signée par le Greffier de la Cour de justice le 19 juin 2015 vise, entre autres, à encourager une intégration des critères environnementaux dans les procédures relatives aux marchés publics.

De plus, des exemples concrets d'application de critères environnementaux dans les procédures de passation des marchés sont mis à disposition sur une page internet dédiée.

Afin de rendre plus « vert » ses procédures de passation de marchés et ses contrats, la Cour a :

- fixé un objectif, sur la période 2016-2018, de diminution des appels d'offres intégrant des clauses « Light green » : ne pas dépasser 55 % en nombre et 50 % en montant de l'ensemble des appels d'offres ayant un impact environnemental significatif⁽³⁾ ;
- mesuré sa performance : en 2016 ledit objectif a été dépassé. La fixation d'objectifs mesurables va permettre ainsi d'obtenir un benchmark au regard duquel les services peuvent mesurer leurs progrès ;
- organisé une formation interinstitutionnelle « achats verts » en 2016 ;
- participé à un projet interinstitutionnel appelé « GPP Helpdesk ». Il s'agit d'un service de support dédié aux marchés publics verts, devenu opérationnel en mai 2017, qui fournit une assistance afin d'aider le personnel chargé des procédures de passation de marchés publics lors de la mise en œuvre de l'approche écologique. Il vise à aider à intégrer des critères écologiques à toutes les étapes des procédures de passation de marché, de manière à contribuer à la réduction de l'impact environnemental de la Cour et à promouvoir une consommation durable.

Ce projet représente un exemple de coopération interinstitutionnelle efficace car les connaissances et bonnes pratiques en la matière seront partagées entre les Institutions.

Les marchés publics verts étant un domaine en constante évolution, du point de vue technique et des exigences légales, ce service d'assistance permettra de suivre les nouveaux développements et donc d'aligner les achats à la Cour avec les meilleures pratiques existantes.

Le 15 décembre 2016, conformément au calendrier du projet « Introduction du système EMAS à la Cour de justice », M^{me} Dieschbourg, Ministre luxembourgeois de l'Environnement, a confirmé l'enregistrement EMAS de la Cour, attestant ainsi la haute performance environnementale de l'Institution.

Les actions environnementales réalisées dans le cadre du programme EMAS ont permis une réduction de l'empreinte carbone de la Cour de 32 % par rapport à l'année de référence 2010 et couvrent les principaux aspects environnementaux, notamment :

- la gestion améliorée des installations techniques (notamment climatisation) et l'achat d'électricité verte ;
- la mise en place d'une politique pour une utilisation plus efficace de l'énergie selon la norme internationale ISO 50001. Cette norme a pour but de guider dans la mise en œuvre d'un système de management de l'énergie pour un meilleur usage de celle-ci, basé sur la fixation de cibles et d'objectifs à atteindre ;
- la mise en place d'un plan de comptage des énergies. Cette mesure, en cours de réalisation par l'Institution, consiste en l'installation de compteurs électriques et thermiques supplémentaires placés stratégiquement afin de connaître en détail les consommations des bâtiments ;

⁽³⁾ Les appels d'offres d'un montant supérieur à 60.000 euros ont été répartis en 3 catégories : « Light green », « Medium green » et « Top green » en fonction de l'intégration de clauses concernant la protection de l'environnement « Light green » : l'appel d'offres inclut une référence aux aspects environnementaux du contrat, mais il n'a pas d'effet sur le processus d'achat et n'aura pas d'impact environnemental lors de l'exécution du contrat ; « Medium green » : lorsqu'il intègre des clauses environnementales importantes en vue de réduire l'impact environnemental du contrat; « Top green »: cette dernière catégorie correspondant aux meilleures pratiques environnementales.

- l’élaboration, au niveau interinstitutionnel, d’un plan de déplacements visant un usage accru des transports publics ;
- l’achat de papier éco-labellisé et le suivi détaillé de la consommation du papier bureautique.

L’administration de la Cour a privilégié ce travail concret sur le fond par rapport à l’« offsetting » des émissions CO₂. Elle examinera la possibilité de demander à l’autorité budgétaire les ressources nécessaires afin d’être en mesure de financer des projets de compensation des émissions de carbone.

36. Welcomes the Court of Justice’s initiative to publish its annual activity report in a new format; calls on the Court of Justice to publish the Court of Auditors annual report, in particular the parts referring to the Court of Justice;

36. Se félicite de l’initiative de la Cour de justice de publier son rapport annuel d’activité sous un nouveau format; invite la Cour de justice à publier le rapport annuel de la Cour des comptes, et notamment la section relative à la Cour de justice;

La Cour prend note de l’invitation à publier le rapport annuel de la Cour des comptes sur son site. La façon la plus adéquate pour effectuer cette publication est actuellement à l’étude.

37. Calls on the Court of Justice to improve its communications policy towards the citizens of the Union;

37. Invite la Cour de justice à améliorer sa politique de communication à destination des citoyens de l’Union;

La Cour a multiplié les actions visant à rapprocher l’Institution des citoyens. Les communiqués de presse sont rédigés dans des termes adaptés et structurés de manière à rendre les décisions des juridictions accessibles au public. La Cour organise par ailleurs des séminaires de formation à destination des journalistes et développe des produits de communication sur son activité (nouvelle présentation du rapport annuel synthétisé désormais sous la forme d’un panorama) ou sur des thèmes précis ayant trait à sa jurisprudence ou à la présentation de l’Institution. Par ailleurs, des mesures ont été prises pour attirer un plus grand nombre de citoyens lors de la journée « Portes ouvertes » annuelle, ce qui a permis de quasiment doubler le nombre de visiteurs en l’espace de quatre ans (on est ainsi passé d’environ 2 000 visiteurs en 2013 à près de 4 000 visiteurs en 2017).

Au niveau multimédia, la Direction de la communication a également développé une application pour smartphones et tablettes afin de remédier aux problèmes d’affichage qui pouvaient survenir lors de la consultation du site Internet de la Cour sur de tels appareils. Par ailleurs, le site Internet de la Cour abrite désormais des animations multimédia qui permettent aux citoyens de s’informer rapidement et aisément sur l’Institution et de recevoir une réponse aux questions qu’ils se posent le plus fréquemment (https://curia.europa.eu/jcms/jcms/J02_7005/fr/). Dans la même veine, la Cour a ouvert une chaîne sur Youtube (<https://www.youtube.com/channel/UCTfyrAlsJRZF1nGLlgnDiMA>) qui contient, outre les animations multimédia, des vidéos sur des événements ou manifestations organisés à la Cour. Enfin, la Direction de la communication a renforcé sa présence sur Twitter où elle compte désormais presque 40 000 « followers ».

La Cour et son service de communication poursuivent leurs efforts afin de rapprocher les citoyens de l’Institution. Ainsi, il est prévu, à court terme, de refondre le site Internet de la Cour selon une approche plus centrée sur les utilisateurs, de manière à ce que ceux-ci aient plus rapidement et facilement accès aux informations dont ils ont besoin. De même, des brochures thématiques expliquant la jurisprudence dans des domaines qui affectent la vie quotidienne des citoyens verront très prochainement le jour. Six nouvelles animations multimédia sont par ailleurs en cours de préparation afin de compléter les animations déjà existantes sur le site Internet et la chaîne Youtube de la Cour. Enfin, le chargement des arrêts et des communiqués de presse va être modernisé afin que les citoyens aient accès à ces documents dès le prononcé de l’arrêt.

38. Considers the answer given by the Court of Justice to Parliament’s question (Question 26⁴) on allowances to be incomplete; asks the Court of Justice for clarification and for a clear and detailed answer.

38. Estime que la réponse donnée par la Cour de justice à la question n° 26 posée par le Parlement (indemnités) est incomplète; lui demande donc des éclaircissements et la prie de bien vouloir lui fournir une réponse claire et détaillée.

In accordance with Council Regulations N° 422/67/EEC, N° 5/67/EURATOM and N° 2016/300 of 29 February 2016 determining the emoluments of EU high-level public office holders, the President and the Members of the Court receive the following allowances (in addition to their basic salary):

- a residence allowance equal to 15 % of their basic salary;
- an entertainment allowance equal to a certain lump sum accordingly to their status;
- a special duty allowance equal to a certain lump sum for the Presiding Judges of the Chambers of the Court during their term of office.

They are also entitled, on the same terms as the members of the staff (officials and agents), to the following:

- an installation allowance on taking up their duties (application mutatis mutandis of Article 5 of Annex VII to the Staff Regulations);
- a resettlement allowance on ceasing to hold office (application mutatis mutandis of Article 24(2) of the Conditions of Employment of Other Servants of the European Union);
- family allowances (application by analogy of Article 67 of the Staff Regulations and Articles 1 to 3 of Annex VII to those Regulations);
- reimbursement of travelling expenses incurred for themselves and for members of their family;
- reimbursement of the cost of removal of their personal effects and furniture, including insurance against ordinary risks (application of Article 9 of Annex VII to the Staff Regulations);

⁴ 26. What kind of allowances (financial or other benefits) were provided on a permanent or on an ad hoc basis to the President of the Court, Judges of the Court, the members of the cabinets and the staff members in 2015 beyond the monthly payment?

The only allowances paid to Members, officials and agents were those specifically provided for in Council Regulation No 422/67/EEC, No 5/67/EURATOM determining the emoluments of the President and Members of the Commission, of the President, Judges, Advocates-General and Registrar of the Court of Justice, of the President, Members and Registrar of the General Court and of the President, Members and Registrar of the European Union Civil Service Tribunal, on the one hand, and the Staff Regulations of officials of the European Union and the Conditions of employment of other servants, on the other.

- the reimbursement of the mission expenses (travelling and hotel expenses, as well as a subsistence allowance), in case of a duty travel away from the provisional seat of the institution.

In addition to the various allowances provided for in the Staff Regulations and mentioned above, some staff, according to their duties, may receive:

- a lump sum for overtime hours worked in accordance with Article 3 of Annex VI of the Staff Regulations ;
- an allowance for standby duty (in accordance with Article 56b of the Staff Regulations) ;
- a fixed amount for the purchase of workwear applicable to certain categories of staff ;
- the reimbursement of spectacles which are medically prescribed for the specific purpose of working on computer screens (in accordance with conclusion 258/10 of the College of Heads of Administration) ;
- in order to encourage greater use of public transport by its staff and thus to reduce its carbon footprint, the Court offers a free travel card for certain bus lines in the city of Luxembourg and a fixed percentage (20%) contribution towards the costs of an annual subscription to the public transport service (M-Pass) for all kind of public transport and far distances within the country ;

ANNEX

Chapter V of the 2016 Annual Activity Report

Observations made in connection with earlier discharges or reports of the Court of Auditors

The charter of the authorising officer's duties, as amended by the Administrative Committee of the Court on 30 June 2014, provides that the authorising officer by delegation is to include, in his annual activity report, remarks concerning the follow up to observations expressed by the Court of Auditors and/or the Discharge Authority.

Observations made by the Court of Auditors

It is important to note that the Court of Auditors stated in its recent **2015 Annual Report** that 'the audit did not identify any significant weakness in respect of the topics audited for the Court of Justice'.

The results of the 2015 controls thus confirm the previous absence of comments from the Court of Auditors since 2010.

Lastly, it should be stated that the Court of Auditors did not produce any special report in 2016 concerning the Court.

Observations made by the discharge authority

The resolution voted on by the Committee on Budgetary Control on 27 April 2017 relating to the Court concerns, first, the **conclusions of the work of the Court of Auditors** relating to 2015, and states on the basis of those conclusions that **no significant weaknesses had been identified** and that **management of its administrative expenditure was free from material error** (paragraphs 1 and 2).

The resolution also sets out **a number of positive points** concerning the functioning of the Court's services. These concern, in particular, a very high budget implementation rate (99% in 2015, identical to that of 2014) (paragraph 3), improvements made to the e-Curia application (paragraph 19), the very active recruitment policy of the Court leading to a very high rate of occupation of posts (98%) (paragraph 22), staff exchanges between the Court and the European Central Bank (paragraph 23), the satisfactory operation of the translation service activities (paragraph 31), the Court's commitment to high environmental objectives (paragraph 33), the opening of the historical archives in Florence (paragraph 35), and the Court's initiative to publish its annual report in a new format (paragraph 36).

With regard to **other observations/recommendations relating to administrative or language activities**, the Court continues to consider them with the greatest attention. As regards the invitation to set specific, measurable, achievable, relevant and timed targets

(SMART), the Court's departments are already setting their targets on that basis, those targets serving as the basis for their budgetary requests and their action plans. As regards the introduction of the principle of performance-based budgeting, the Institution carefully monitors developments in that area and the feasibility of applying it to a purely administrative budget such as its own (paragraph 6). The Court also gives the utmost importance to the European Parliament's invitation to improve computer security in parallel with the digitalisation of documents (paragraph 19).

As regards the desire for increased Inter-institutional cooperation in the area of translation (paragraph 29), it is important to stress that, given the crucial nature of translation activities, this is a priority for the Court. In this context, the institutions work together to develop and maintain IT tools (Quest II, Euramis, IATE, DocFinder, MT@EC), the organisation of competitions, the annual CET 2016 event, and the activities of the Computer Assisted Translation Environment (CATE) group, to name but a few areas of collaboration (see more fully paragraph 1.2.3 above). As regards the comment on the key inter-institutional indicators of activity and performance (paragraph 30), the Court now forms part of the inter-institutional working group which, *inter alia*, looks into translation costs and, as such, it is working on the presentation of its data in accordance with the harmonised method adopted by that group. This work is expected to result, in the coming months, in the Court's use of this harmonised Inter-institutional method.

Concerning the number of women holding positions of responsibility at the Court (paragraph 24), it should be noted that the Court is working towards a better gender balance with regard to such positions, which is confirmed by data that are relatively more favourable than in other institutions, commended in the discharge resolution. In that spirit, a special working group, consisting of women with various management responsibilities at the Court, has also been constituted to examine the impediments in this area and measures to remove them. Lastly, paragraphs 25 and 26 highlight the European Parliament's concern about the lack of geographical balance in positions of responsibility and call on the Court to work to correct this imbalance, particularly with regard to countries which have joined the European Union since 2004.

Finally, a number of observations concern the Court's principal task, namely the activity of its judicial bodies (paragraphs 7, 8, 9, 10, 11, 12 and 13), and the activity of its Members (paragraphs 15 and 32).

As regards the **activity of the judicial bodies** (Court of Justice, General Court and Civil Service Tribunal), the Court notes with satisfaction the **positive comments commending the level of productivity achieved in 2015**. The very favourable data well demonstrate the effectiveness of the measures taken, year on year, in order to meet the challenge of the increased volume of litigation. The **overall statistics over a long period (2007-2016) clearly reflect the scale of the productivity improvements achieved** (increase of + 46% with respect to the annual number of cases completed whereas the increase in the number of support services staff has been restricted to + 3.5% over the same period). In that context, the **legislative decision on strengthening the General Court and also including a simplification of the judicial architecture of the Union** (reduction of the number of judicial bodies from three to two), adopted at the end of 2015, will sustainably promote the handling of ever more numerous cases before the Court. That legislative decision provides for analysis of the impact desired by the European Parliament in its discharge resolution. The Court also notes that the European Parliament considers that an impact assessment should be carried out in respect of the years of activity of the Civil Service Tribunal.

As regards the paragraphs concerning the Members of the courts, the Court has recently recast the Code of Conduct for Members and former Members (OJ 2016/C 48 3/01), which entered into force on 1 January 2017, which responds to Parliament's observations regarding the conditions for carrying out external activities and the publication of financial interests. Furthermore, the Court will publish those external activities of the Members, in accordance with the provisions of the Code of Conduct (paragraph 15). Likewise, the European Parliament notes the revision of the internal rules concerning the management of the car fleet in co-operation with the Court of Auditors, and also invites the Court to examine the possibility of reducing the number of vehicles and increasing controls on its private use (paragraph 32). This latter aspect was specifically addressed in the revision of the rules and led to a reduction in the annual lump-sum corresponding to the assessment of travel for the performance of the Members' duties.

Other points raised, such as information relating to meetings other than those relating to judicial activity (paragraphs 17 and 18), those relating to the rules on 'revolving doors' (paragraphs 22 and 28) and those relating to declarations of absence of conflicts of interest (paragraph 28) will be examined with the utmost attention by our Institution.

In general, all the actions and measures described above demonstrate the Court's concern to **implement as rapidly as possible the recommendations of the discharge authority** and at the same time confirm that the Court is **open-minded and determined constantly to improve the efficiency of the management of all its activities**. It is in the same constructive spirit, commended in paragraph 20 of the discharge resolution, that the Court worked closely with the team of auditors designated by the Court of Auditors to execute the performance review of the Institution, carried out in 2016 at the request of the European Parliament. The final report of the Court of Auditors is expected to be published in 2017.